A l'initiative de l'ASES (association des sociologues enseignant-es du supérieur), une assemblée générale intersyndicale réunissant des travailleur-ses du secondaire et du supérieur, des étudiant-es et des lycéen-nes, s'est tenue samedi 20 janvier 2018 à la Bourse du Travail de Paris et a réuni environ 300 personnes.

A l'issue de cette AG, un appel a été voté à l'unanimité : Appel du 20 janvier 2018

Ce texte appelle notamment à participer à la journée nationale et intersyndicale de grève et de manifestation du 1er février 2018.

Il appelle également "à **ne pas répondre aux injonctions de mise en oeuvre d'une procédure prévue par une loi non encore votée**". Il s'agit d'une manœuvre gouvernementale inversant l'exécutif et le législatif puisque l'on veut nous faire exécuter une réforme qui n'a pas encore été votée. Or les fonctionnaires ont pour devoir de refuser les ordres illégaux.

Concrètement, cela signifie : Pour les personnels du secondaire, de refuser d'émettre des avis sur les vœux des élèves, ou de mettre des avis positifs à tous les vœux ; Pour les personnels du supérieur, de refuser de faire remonter des attendus.

Et **prochain RDV en AG : Jeudi 25 janvier à 18h à Tolbiac** (AG de Paris 1, dont les étudiant-es et personnels ont empêché le CA de rédiger les attendus pour l'entrée dans cette université).

Très rapide compte-rendu de l'AG du 20 janvier (sur le contenu du projet de réforme) :

Les intervenant-es et participant-es étaient unanimes à condamner cette sélection à l'entrée à l'université qui ne dit pas son nom : Sous couvert d'une réforme technique (remplacement de plateforme APB – effectivement défaillante – par la plateforme "Parcours sup"), **c'est bien l'accès aux études supérieures qui sera barré aux bacheliers les plus fragiles, aux bacheliers professionnels et technologiques… Et donc aux classes populaires.**

Du fait de la suppression de la hiérarchisation des vœux par les les lycéen-nes sur la plateforme "Parcours Sup", ce seront 9 millions de vœux qui seront formulés pour 670 000 places dans les filières dites "non sélectives" de l'université. **De fait, toutes les filières se retrouveront sous tension et devront/pourront donc sélectionner leurs étudiant-es.**

Cette sélection se fera via des algorithmes fondés sur les notes des lycéen-nes, contrairement au discours gouvernemental qui met en avant un examen qualitatif des dossiers, qui serait donc plus "méritocratique" qu'APB (Parlons en du "mérite" dans notre actuelle école du tri social !). Mais le gouvernement affirme dans le même temps qu'il ne s'agit pas de sélection. C'est beau la novlangue.

Les délais de réponse seront encore plus longs pour les lycéen-nes. APB était anxiogène. Parcours Sup le sera encore plus. Sans parler de la précipitation et de la nébulosité pour la mise en place de cette plateforme sur laquelle les élèves vont commencer à se connecter cette semaine !

Cela suppose une surcharge de travail pour les enseignant-es du secondaire qui devront donner des avis sur les 10 vœux d'orientation de tou-tes leurs élèves au moment des conseils de classe du 2ème trimestre… Sans aucune légitimité à le faire !

Il en est de même pour les enseignant-es du supérieur, ce qui pèsera en priorité sur les personnels précaires, comme l'ont souligné des camarades de l'ANCMSP.

**Refusons les ordres illégaux !**
**Refusons la sélection à l'université ! L'accès à la connaissance est un droit.**

**Tous ces projets de réformes imaginés par des apprentis sorciers hors sol (lycée modulaire, réforme du bac, réforme de l'orientation et de l'accès aux études supérieures) forment système… Un système violemment néolibéral.**

**Battons nous pour construire une école véritablement égalitaire et émancipatrice, aux antipodes de celle que nous préparent les Macron-Blanquer !**